



## DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

### Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

**Conseil communautaire du 19 Février 2026 (2<sup>ème</sup> séance)**

**Délibération n° COM2026-02-19/12**

#### **OBJET : Approbation du Schéma de Cohérence Territoriale de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre**

L'an deux-mille-vingt-six, le dix-neuf février à 18h30, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre, dûment convoqué par le Président en date du treize février dernier, s'est réuni à la salle polyvalente Gratien Archimède à Petit-Canal sous la présidence de Monsieur Jean BARDAIL.

#### **MEMBRES EN EXERCICE : 40**

#### **NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Quarante (40)**

#### **CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRÉSENTS : Vingt-huit (28)**

M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. BARDAIL Jean, Mme BENIN Justine, DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, Mme CARDOVILLE Prisca, Mme CLOTILDE Eveline, M. DEROS Pinchard, Mme FOSTIN Ingrid, M. FULBERT Thierry, Mme GAZON Béatrix, M. JASARON Fabrice, Mme JEQUECE Epse EURICLIDE Marie-Louise, Mme LOQUES Rose-Marie, Mme LOUIS CARABIN Gabrielle, M. MOUNSAMY Olivier, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, M. PELAGE Patrick, M. PORLON Pierre, Mme RAMPATH Sheila, Mme RHINAN Sylvie, M. SAINT-JULIEN Bernard, Mme SERMANSON Sylvia, Mme SUARES Elsa, M. VERSIN Rony, Mme UBALD Maryse.

#### **CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNÉ PROCURATION : Un (1)**

Mme Yvelise ROQUES à M. MOUNSAMY Olivier

#### **CONSEILLERS EXCUSÉS : Zéro (0)**

#### **CONSEILLERS ABSENTS : Onze (11)**

M. ARTHEIN Victor, M.HERMIN Georges, M. HUBERT Jean-Marie, M. JERUL Léonard, M. LUCE Joubert, Mme MAKALA-ZENON Michelle, Mme MANETTE Sandra, M. MOUSTACHE Daniel, Mme PITON Elodie, M. SINGARIN-SOLE Rémi, M. SURET Thierry-Michel.

**A été désigné secrétaire de séance : M. Patrick PELAGE**

**Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer.**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.141-1 et suivants et R.141-6 et suivants ;

**Vu** le Code de l'environnement ;

**Vu** la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 dite de solidarité et de renouvellement urbains, dite loi SRU ;

**Vu** la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite Grenelle 2 ;

**Vu** la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014, pour l'accès au logement et à l'urbanisme rénové, dite loi ALUR ;

**Vu** la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dit loi ELAN ;

**Vu** la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral, dite loi Littoral ;



## Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

**Vu** la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi Climat et résilience ;

**Vu** la loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux ;

**Vu** les ordonnances du 17 juin 2020 relatives à la rationalisation de la hiérarchie des normes applicables aux documents d'urbanisme et à la modernisation des SCoT ;

**Vu** les documents, plans et programmes de rang supérieur avec lesquels le SCoT de la CANGT doit être compatible, notamment le SAR de la Région Guadeloupe ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2013-037/SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension du périmètre et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande-Terre en communauté d'agglomération ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2023-SG-DCL-SLAC/BCL du 13 avril 2023, portant modification des statuts de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre ;

**Vu** la délibération n°COM2019-03-21/08 en date du 21 septembre 2019 relative à la définition du périmètre du schéma de cohérence territoriale avec volet littoral et maritime de la communauté d'agglomération du Nord Grande-Terre ;

**Vu** la délibération n°COM2023-03-09/10 en date du 9 mars 2023 relative à la prescription de l'élaboration du schéma de cohérence territoriale du Nord Grande-Terre et les modalités de concertation avec le public ;

**Vu** la délibération n°COM2024-04-16/03 en date du 16 avril 2024, portant débat sur les orientations du projet d'aménagement stratégique de la procédure d'élaboration du SCoT de la CANGT ;

**Vu** la délibération n°COM2024-12-10/07 en date du 10 décembre 2024, portant sur le second débat sur les orientations du projet d'aménagement stratégique dans le cadre de l'élaboration du schéma de cohérence territoriale de la CANGT ;

**Vu** la délibération n°COM2025-07-24/05 en date du 24 juillet 2025, portant arrêt et tirant le bilan de la concertation du projet de Schéma de Cohérence Territoriale de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre ;

**Vu** les avis émis sur le projet de SCoT arrêté par les Personnes Publiques Associées (PPA), la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) de la Guadeloupe, ainsi que l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) et autres et organismes consultés ;

**Vu** la décision N° E25000007 /97 de Monsieur le président du Tribunal Administratif de la Guadeloupe en date du 19 Août 2025 désignant les membres de la commission d'enquête ;

**Vu** l'arrêté de la CANGT n°2025/AG/10-09/01 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique portant sur l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre ;

**Vu** l'enquête publique qui s'est tenue du mardi 18 novembre 2025 au vendredi 19 décembre 2025 inclus ;

**Vu** le rapport d'enquête et les conclusions motivées de la commission d'enquête, reçu le 21 janvier 2026, donnant un avis favorable sur le projet de SCoT assorti d'une (1) réserve et quatre (4) recommandations ;

**Vu** les différentes pièces composant le projet de SCoT, et son dossier complet constituant une annexe à la présente délibération ;



## DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

### Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

**Considérant** que le schéma de cohérence territoriale, créé par la loi SRU, est l'outil de conception et de mise en œuvre d'une planification intercommunale. Il oriente l'évolution d'un territoire dans la perspective du développement durable et dans le cadre d'un projet d'aménagement et de développement. Le schéma est destiné à servir de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles notamment celles centrées sur les questions d'habitat, de déplacements, de développement commercial, d'environnement, d'organisation de l'espace... Il en assure la cohérence, tout comme il assure la cohérence des documents sectoriels intercommunaux (PLH, PDM), et des plans locaux d'urbanisme (PLU) et cartes communales établis au niveau communal.

**Considérant** que le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) est un document cadre qui fixe les objectifs en matière d'aménagement et de développement durable du territoire regroupant les communes de Le Moule, Morne-à-l'Eau, Petit-Canal, Port-Louis et Anse-Bertrand. Il vise à mettre en cohérence l'ensemble des politiques de développement et d'aménagement à l'échelle de la communauté d'agglomération du Nord Grande-Terre (CANGT) : urbanisme, environnement, habitat, économie, déplacements, équipements, etc.

**Considérant** que la CANGT, structure porteuse du SCOT s'étend sur une superficie de 325 km<sup>2</sup> où vivent 56 792 habitants (données INSSE 2022)

**Considérant** que par délibération en date du 9 mars 2023, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre a prescrit l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Nord Grande-Terre, en définissant les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation avec le public

**Considérant** que la CANGT par délibération en date du 20 février 2020 a approuvé son Projet de territoire dont les ambitions et orientations déclinées ci-après constituent le socle principal des 5 objectifs prioritaires retenus pour le développement du Nord Grande-Terre :

#### **OBJECTIF 1 - CONTRIBUER À LA CRÉATION DE RICHESSES ET D'EMPLOIS**

En s'appuyant, notamment, sur ces ressources naturelles et agricoles, le patrimoine matériel et immatériel. Il s'agit d'accompagner le développement de l'emploi de proximité et de favoriser l'effort de formation et de professionnalisation en se concentrant sur l'agro-transformation, les activités de services et le tourisme, la pérennisation et l'évolution de l'agriculture ...

#### **OBJECTIF 2 - CONFORTER L'IDENTITÉ DU TERRITOIRE**

Le patrimoine culturel, historique et paysager du Nord Grande-Terre sont autant d'éléments identitaires qui définissent ce territoire et contribuent à un cadre de vie et un bien vivre qu'il convient de préserver et développer.

#### **OBJECTIF 3 - PRIVILÉGIER UN DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE**

Il s'agit de créer des outils de développement et d'accompagner et impliquer les acteurs concernés et permettre de concilier le bassin de vie et le bassin d'emplois.

#### **OBJECTIF 4 - ASSURER L'ÉQUILIBRE ET LA COHÉRENCE DU TERRITOIRE**

S'inscrire dans une dynamique territoriale équilibrée et garantir un développement harmonieux de l'offre de services et d'équipements afin que le citoyen en bénéficie.



## DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

### Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

#### **OBJECTIF 5 - IMPULSER L'OUVERTURE DU TERRITOIRE**

En développant et mettant à disposition des outils numériques adéquats, en tissant des partenariats avec les autres territoires de l'Archipel et plus largement de la Caraïbe.

Afin de tendre vers ce but, 4 ambitions déterminantes pour le développement du territoire ont été définies :

#### **AMBITION 1 – UN TERRITOIRE SOLIDAIRE, D'INNOVATION SOCIALE ET CULTURELLE**

Le projet de territoire met en avant les dimensions sociales, humaines et culturelles de l'économie. Il s'agit ainsi de lutter contre toutes les discriminations et de placer la personne au cœur du projet. Les actions qui sous-tendent le projet de territoire permettent de mieux prendre en compte les savoir-faire locaux, favorisent la solidarité intergénérationnelle et incitent à baser l'innovation, le développement et l'épanouissement sur les ressources du territoire.

#### **AMBITION 2 – UN TERRITOIRE AGRO-ÉCONOMIQUE**

L'agriculture est un vecteur important de plus-value, de création d'emplois et de gestion des paysages. Il s'agit donc de passer d'une simple économie de production à une économie structurée et organisée d'agro-transformation et d'agro-industrie. La valorisation de l'agriculture doit être soutenue et renforcée par une organisation optimale de filières, l'accompagnement des jeunes agriculteurs dans leur implantation et la transmission entre générations.

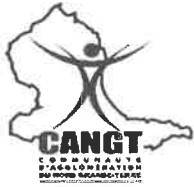
#### **AMBITION 3 – UN TERRITOIRE GÉRÉ DURABLEMENT**

Le Projet de Territoire s'inscrit dans une stratégie de développement de l'autonomie énergétique basé, entre autres, sur l'éolien et le solaire. Toutefois la valorisation de ces potentiels favorisés par la topographie et l'exposition au vent doit intervenir sans porter atteinte au foncier agricole, aux paysages et à l'environnement humain et naturel. Il s'agit donc d'accompagner les acteurs s'inscrivant dans une réelle dynamique de développement durable, d'économie circulaire, par la qualité et la viabilité de leurs projets.

#### **AMBITION 4 – UN TERRITOIRE ATTRACTIF**

Ainsi, le Nord Grande-Terre, à travers son projet de territoire, est le garant :

- D'un cadre de vie de qualité tant dans les centres-bourgs que les sections ;
- D'une solidarité entre les générations, source d'emplois et de richesses ;
- D'un dynamisme économique s'appuyant sur le potentiel agricole et maritime, le potentiel touristique et la capacité d'innovation du territoire d'une protection ;
- D'une valorisation de son patrimoine naturel, paysager et historique.



## DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

### Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

**Considérant** que l'élaboration du SCOT avec Volet littoral et Maritime de la CANGT même s'il s'inscrit dans une perspective à 20 ans devra s'attacher à répondre aux orientations stratégiques et aux besoins prioritaires ci-après :

#### **ORIENTATIONS STRATEGIQUES :**

- Promouvoir un éco-tourisme et un agritourisme basés sur les potentialités naturelles et immatérielles du territoire ;
- Accompagner la structuration et le développement d'une production agricole et agroalimentaire éco responsable ;
- Minimiser l'impact anthropique sur les paysages et milieux naturels ;
- Conforter l'identité du territoire et le bien-vivre au Nord Grande-Terre notamment par la promotion d'un tourisme vert.

#### **BESOINS PRIORITAIRES :**

- Participation active à la mise en œuvre du projet de territoire notamment prise en compte des fonctionnalités de la ville du Moule en sa qualité de Pôle d'équilibre régional et de Morne-à-l'Eau en sa qualité d'interface avec l'agglomération Centre ;
- Revitalisation des centres-bourgs ;
- Confortement du potentiel agricole et d'agro-transformation du territoire ;
- Prévention et gestion des risques liés à l'eau ;
- Soutien à l'économie de proximité et solidaire ;
- Développement des mobilités actives ;
- Gestion et valorisation des déchets ;
- Protection des milieux naturels ;
- Valorisation et protection des paysages.

**Considérant** que la concertation menée tout au long de l'élaboration du SCOT a permis d'informer largement la population et de recueillir des avis variés.

**Considérant** qu'elle s'est appuyée sur de nombreux outils : réunions publiques, bulletins, application mobile, registre et réseaux sociaux.

**Considérant** que les réunions de 2023 et 2024 ont permis d'échanger sur les transports, la Silver Economy, l'agriculture, le littoral et les nouvelles réglementations.

**Considérant** que conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, un débat sur les orientations du Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) s'est tenu en conseil communautaire le 16 avril 2024, puis un second débat le 10 décembre 2024.





## DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

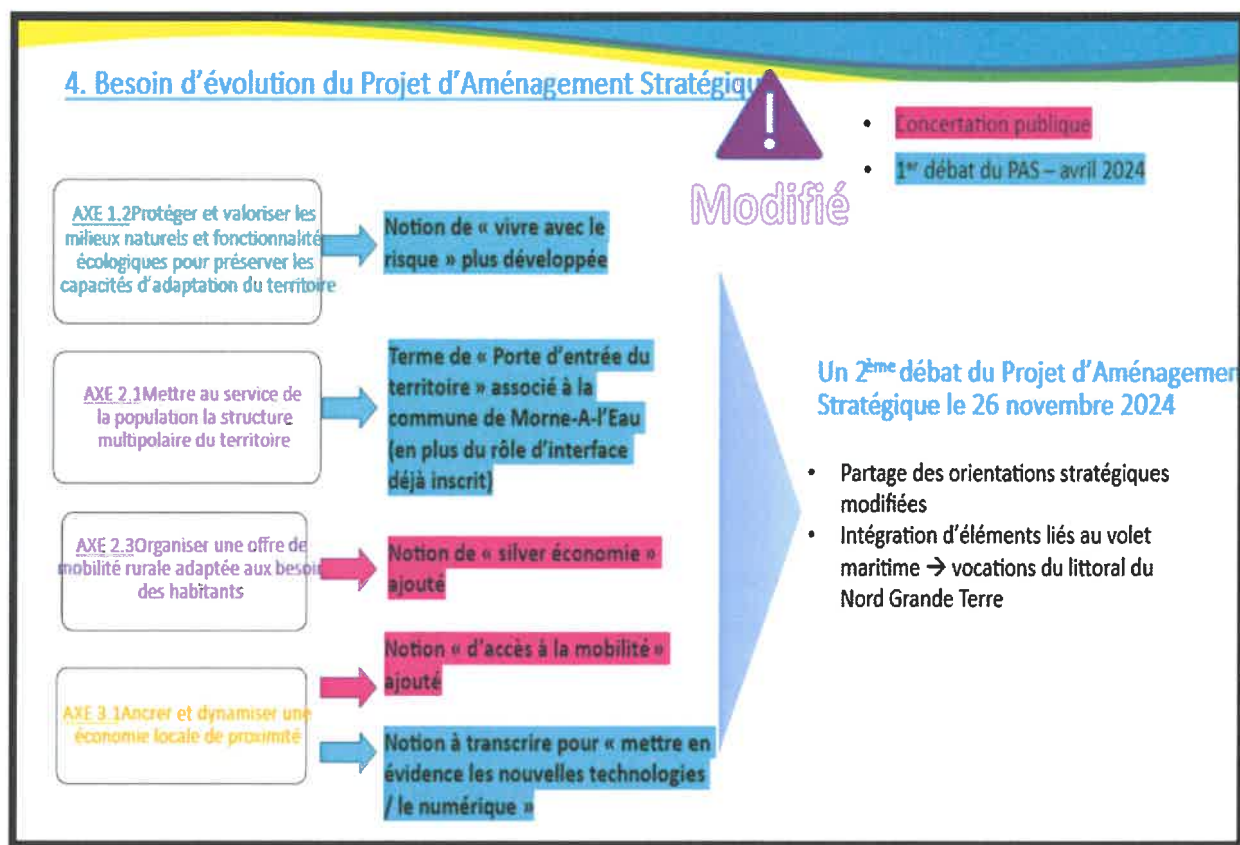
### Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

**Considérant** qu'à l'issue du débat d'avril 2025, les élus réunis ont formulé des observations et sollicité que certaines thématiques soient amendées.

**Considérant** que les modalités de concertation du SCOT de la CANGT prévoient l'organisation de réunions publiques. Ainsi, lors de celles qui se sont tenues en avril et mai 2024, les participants ont eux aussi sollicité des amendements et compléments.

**Considérant** que le second débat du PAS s'est donc tenu le 10 décembre 2024. Le PAS a fait l'objet de plusieurs amendements pour tenir compte des observations formulées par les élus et lors de la concertation publique.

**Considérant** que lors de ce second débat, les échanges ont permis de valider définitivement le PAS et les amendements intégrés aux différents axes concernés sont les suivants :



**Considérant** que par délibération n° COM2025-07-24/05 en date du 24 juillet 2025, le Conseil communautaire a tiré le bilan de la concertation et arrêté le projet de Schéma de Cohérence Territoriale du Nord Grande-Terre.

**Considérant** que pour rappel, le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre constitue la vision politique partagée pour les vingt prochaines années. Il s'appuie sur les spécificités du territoire, les enjeux



identifiés dans le diagnostic, les attentes exprimées lors de la concertation, et les objectifs de développement durable. Il s'articule autour des trois axes suivants :

***AXE 1 : Maintenir et renforcer l'identité rurale du Nord Grande-Terre pour en faire un territoire centre***

Ce premier axe vise à préserver les richesses naturelles et paysagères du territoire, tout en encadrant son développement pour garantir un équilibre entre valorisation et protection.

**1.1 Préserver et promouvoir les paysages porteurs de l'identité rurale du Nord Grande-Terre**

Le Nord Grande-Terre est marqué par une forte identité paysagère, façonnée par ses milieux agricoles, naturels et bâtis. Il est essentiel de maintenir cette diversité en requalifiant les entrées de ville, en intégrant le bâti dans le paysage et en limitant le mitage afin de préserver les paysages ruraux qui lui confèrent son caractère.

**1.2 Protéger et valoriser les milieux naturels et fonctionnalités écologiques pour préserver les capacités d'adaptation du territoire**

Les espaces naturels du territoire sont à la fois des réservoirs de biodiversité et des éléments structurants du cadre de vie. Le PAS propose de renforcer leur protection, d'organiser un réseau écologique cohérent, et d'intégrer les risques naturels dans les documents d'urbanisme.

**1.3 L'espace littoral : vecteur d'attractivité et d'adaptation du territoire au changement climatique**

Le littoral, riche et sensible, doit être aménagé avec précaution. Le PAS prévoit de préserver les espaces remarquables, de limiter l'urbanisation en front de mer, et d'anticiper les reculs bâtis nécessaires face aux risques climatiques en vue d'une gestion durable de ce dernier.

**1.4 Valoriser les ressources maritimes**

Le développement économique du littoral doit s'appuyer sur une gestion équilibrée des activités nautiques, de la pêche et de l'aquaculture. Le PAS encourage une gouvernance intégrée et la modernisation des infrastructures.

**1.5 Promouvoir des modes d'aménager moins consommateurs d'espaces**

Dans le cadre de la loi Climat et Résilience, le PAS fixe des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols. Il privilégie le renouvellement urbain, la densification raisonnée et une urbanisation adaptée aux typologies villageoises. Le développement du Nord Grande-Terre devra donc se faire en adéquation avec la promotion de la sobriété foncière.

***AXE 2 : Répondre aux besoins de la population en privilégiant la proximité et la solidarité territoriale***

Ce deuxième axe vise à structurer le territoire autour de pôles complémentaires, à améliorer l'offre de logements, de services et de mobilité, et à renforcer la cohésion sociale.

**2.1 Mettre au service de la population la structure multipolaire du territoire**

Le PAS identifie trois niveaux de polarité : Le Moule comme pôle structurant, Morne-à-l'Eau comme pôle intermédiaire, et les autres communes comme pôles villageois. Cette organisation vise à garantir une répartition équilibrée des équipements et des services structurés autour des pôles.

### **2.1.1 Assurer un maillage commercial cohérent avec l'armature urbaine projetée en jouant des complémentarités entre centralités et périphéries et en s'assurant de la desserte des « campagnes habitées »**

L'offre commerciale doit être accessible, hiérarchisée et complémentaire entre centralités et périphéries. Le PAS propose de renforcer les commerces de proximité et d'encadrer les zones commerciales périphériques pour développer un maillage commercial cohérent.

### **2.1.2 Conforter le rôle du commerce comme élément constitutif du cadre urbain participant à l'attractivité des centres-bourgs/villes et la qualité des entrées de ville**

Les espaces commerciaux doivent être requalifiés pour améliorer leur intégration urbaine, leur accessibilité et leur attractivité. Le PAS encourage une planification durable et une meilleure qualité des aménagements pour faire du commerce comme levier d'attractivité.

## **2.2 Développer une offre de logements adaptée et de qualité**

Pour accompagner la croissance démographique, le PAS prévoit la création ou la remobilisation de 2 420 logements sur 20 ans. Il insiste sur la diversification de l'offre, la lutte contre la vacance, et la performance énergétique des logements.

## **2.3 Organiser une offre de mobilité rurale adaptée aux besoins des habitants**

Le PAS propose de développer les transports en commun, les modes doux, et les services numériques pour limiter les déplacements. Il encourage également l'usage des navettes maritimes et la création d'infrastructures pour les véhicules électriques.

### ***AXE 3 : Développer le plein potentiel des économies du territoire***

Ce troisième axe vise à renforcer l'autonomie économique du Nord Grande-Terre, en valorisant ses ressources locales et en soutenant les filières porteuses.

## **3.1 Ancrer et dynamiser une économie locale de proximité**

Le PAS fixe un objectif de création de 100 emplois par an. Il soutient le développement de la silver Economy, du télétravail, et des services de proximité, notamment dans le domaine de la santé.

### **3.1.1 Affirmer le positionnement commercial du Nord Grande-Terre en maîtrisant l'évasion commerciale vers les territoires limitrophes**

Le PAS propose de renforcer les centralités commerciales et de limiter les grandes surfaces en périphérie, afin de favoriser une consommation locale et authentique.

## **3.2 Promouvoir et valoriser les ressources agro-industrielles du territoire**

Le territoire dispose d'un fort potentiel agricole. Le PAS encourage l'agrotransformation, les circuits courts, et les pratiques durables, tout en soutenant l'innovation et la structuration des filières.

## **3.3 Proposer une offre touristique alternative et diversifiée**

Le PAS promeut un tourisme rural, culturel et mémoriel, moins intense et plus durable. Il prévoit de diversifier l'offre d'hébergement, de valoriser les sites naturels, et de renforcer l'identité touristique du territoire.





## DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

### Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

#### 3.4 Faire du Nord Grande-Terre un territoire à énergie positive

Le PAS ambitionne de faire du Nord Grande-Terre un modèle énergétique, en développant les énergies renouvelables, en favorisant l'habitat bioclimatique, et en structurant une économie circulaire autour de la valorisation des déchets.

**Considérant** que le projet arrêté a été soumis, pour avis et conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, aux personnes publiques associées, aux personnes et organismes consultés, ainsi qu'à la mission régionale d'autorité environnementale.

**Considérant** que quatre (4) avis ont été reçus : CCI des Îles de Guadeloupe, Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF), Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DAAF) et Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL). Ces avis sont consultables sur le site internet de la CANGT : <https://cangt.fr/arret-du-sco/>

**Considérant** que ces avis comprennent quatre-vingt-dix-sept (97) remarques qui se déclinent en observations ou recommandations. Ces suggestions de différentes natures sur le dossier de SCoT portent sur des précisions à apporter dans la rédaction d'une prescription/recommandation du DOO, le diagnostic ou l'évaluation environnementale).

**Considérant** que conformément au Code de l'urbanisme, ces avis ont été joints au dossier d'enquête publique et ont fait l'objet d'une analyse attentive dans le cadre des enjeux d'évolution du SCoT avant son approbation.

**Considérant** que l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale de Guadeloupe, n°2025AGUA5, délibéré en séance du 6 novembre 2025, a porté sur la qualité de l'évaluation environnementale et sur la prise en compte des enjeux environnementaux par le projet de Schéma de Cohérence Territoriale du Nord Grande-Terre

**Considérant** que cet avis a reconnu la qualité globale du dossier, fondé sur un état initial de l'environnement complet et hiérarchisé, ainsi que la cohérence générale du projet de territoire au regard des enjeux environnementaux, climatiques et de sobriété foncière. Il a toutefois formulé plusieurs observations et recommandations visant à renforcer la lisibilité, la robustesse méthodologique et la traduction opérationnelle de certaines orientations du SCoT.

**Considérant** que ces observations portaient notamment sur :

- la justification et l'actualisation de la trajectoire de réduction de la consommation d'espaces et de la méthodologie retenue au regard des exigences de la loi Climat et Résilience ;
- le renforcement de la prise en compte des risques naturels, en particulier les risques d'inondation, de submersion marine et de recul du trait de côte, dans la stratégie d'urbanisation et le Document d'Orientations et d'Objectifs ;
- la clarification et l'amélioration de la lecture transversale et spatialisée des enjeux environnementaux, notamment à travers les secteurs susceptibles d'être impactés et la trame verte et bleue ;
- la consolidation de la justification des choix retenus en matière de développement démographique, de besoins en logements et de développement des énergies renouvelables ;
- le renforcement du dispositif de suivi environnemental, à travers des indicateurs plus précis et opérationnels.

**Considérant** qu'en réponse à cet avis, la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre a produit un mémoire en réponse à la mission régionale d'autorité environnementale, intégré au dossier d'enquête publique. Ce document précise et justifie les choix retenus par l'EPCI et apporte des



compléments ciblés à l'évaluation environnementale, sans remise en cause de l'économie générale du projet de SCoT.

**Considérant** que ces compléments ont notamment conduit :

- à expliciter et documenter la méthodologie retenue pour l'analyse de la consommation d'espaces et la trajectoire de sobriété foncière, en cohérence avec les données disponibles à l'échelle régionale ;
- à renforcer l'articulation du SCoT avec les documents de gestion des risques et de l'eau, en particulier le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI), et à préciser la prise en compte des aléas naturels dans les orientations d'aménagement ;
- à améliorer la présentation et la lisibilité des analyses cartographiques, en particulier celles relatives aux enjeux environnementaux transversaux et aux continuités écologiques ;
- à préciser les hypothèses retenues en matière d'évolution démographique, de besoins en logements et de développement des énergies renouvelables, afin d'en assurer la cohérence avec les caractéristiques et les dynamiques propres au territoire du Nord Grande-Terre ;
- à compléter le dispositif de suivi environnemental, en renforçant les indicateurs relatifs à la consommation foncière, à la biodiversité, aux risques et à la transition énergétique

**Considérant** que par décision n° E25000007/97 du 19 août 2025, le président du Tribunal Administratif de la Guadeloupe a désigné une commission d'enquête.

**Considérant** que le projet de Schéma de Cohérence Territoriale du Nord Grande-Terre a ensuite fait l'objet d'une enquête publique qui s'est déroulée du mardi 18 novembre 2025 à 8h30 au vendredi 19 décembre 2025 à 17h00 inclus, soit pendant 31 jours consécutifs, conformément à l'arrêté n° 2025/AG/10-09/01 du 10 octobre 2025 pris par le président de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre.

**Considérant** que l'ensemble des pièces du dossier, incluant le projet de SCoT arrêté, l'évaluation environnementale, les avis des personnes publiques associées et l'avis de l'autorité environnementale, a été mis à disposition du public pendant toute la durée de l'enquête.

**Considérant** que le dossier a été consultable au siège de l'enquête fixé au pôle administratif de Roujol à Petit-Canal, dans les communes membres de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre, lieux de permanences de la commission d'enquête, ainsi que sous forme dématérialisée sur le site internet de la CANGT et sur un registre dématérialisé dédié <https://www.registre-dematerialise.fr/6769/>.

**Considérant** que le public a pu formuler ses observations et propositions sur les registres d'enquête, par courrier, par voie électronique [enquete-publique-6769@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-6769@registre-dematerialise.fr), ainsi que lors/et sur les lieux des 15 (quinze) permanences tenues par la commission d'enquête soit 3 par commune.

**Considérant** que parmi les contributions réceptionnées :

- **7 (sept) observations** concernent le classement réglementaire de parcelles, des projets de construction ou d'autorisation de projets qui ne relèvent pas du SCoT mais des plans locaux d'urbanisme (PLU) ;
- **5 (cinq) observations** s'inscrivent dans le sens du SCoT notamment sur les aspects économiques mais leurs mises en œuvre relèvent d'abord de la compétence des communes membres de la CANGT et des acteurs économiques telles que :
  - o la réhabilitation de l'hôtel de la plage des dauphins,



## DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

### Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

- o le développement d'une offre de restauration premium,
  - o la création d'une mini gare routière avec système de quais (rue Saint-Jean),
  - o la construction de logements bioclimatiques,
  - o l'indépendance énergétique du territoire à un coût acceptable,
  - o un projet Sargaboat,
  - o l'agrandissement des capacités d'accueil et de maintenance des navires,
  - o la valorisation des filières agro-industrielles locales.
- **5 (cinq) observations** proposent des aménagements, des renforcements ou des précisions sur les orientations du SCoT ou sur le dossier, parmi lesquelles :
- o possibilité ou pas d'autoriser des activités touristiques sur le littoral et en particulier sur les plages,
  - o meilleure valorisation des ressources naturelles et culturelles,
  - o accentuation de l'innovation numérique du territoire,
  - o création d'un parc de loisirs socio-éducatif,
  - o mieux définir les sigles utilisés (ZAN, DOO, etc.),
  - o consultation de l'ensemble du projet en ligne.
- **1 (une) observation** est explicitement favorable au projet.

**Considérant** que suite à l'enquête, un procès-verbal de synthèse a été transmis à la CANGT par la commission d'enquête, laquelle y a répondu via un mémoire en réponse. Le rapport et les conclusions motivées de la commission ont été remis à la CANGT le 21 janvier 2026.

**Considérant** qu'ils sont consultables sur le site internet de la CANGT : <https://cangt.fr/arret-du-scot/>

**Considérant** que l'avis donné est favorable, assorti d'une (1) réserve et de quatre (4) recommandations :

#### ✓ Réserve

##### 1. **Clarification des orientations en matière d'assainissement :**

Le projet de SCoT devra être complété afin de traduire plus explicitement les orientations et objectifs de la CANGT en matière d'assainissement collectif, non-collectif et de gestion des eaux pluviales, car ces thématiques relèvent de sa compétence conformément aux dispositions des articles L.2224-10 et L.5216-5 du Code général des collectivités territoriales, même si la mise en œuvre de celle-ci a été confiée au SMGAEG (Syndicat Mixte de Gestion de Eau et de l'Assainissement de Guadeloupe) ;

#### ✓ Recommandations

##### 1. **Prise en compte opérationnelle des objectifs de développement des énergies renouvelables :**

Afin d'assurer la cohérence entre les ambitions affichées en matière de transition énergétique et leur traduction réglementaire, le Document d'Orientations et d'Objectifs devra être complété par l'identification de zones susceptibles d'accueillir des installations de production d'énergies renouvelables (zones AEnR et/ou NEnR), en cohérence avec la programmation pluriannuelle de l'énergie de la Guadeloupe, les cartographies existantes et les projets en cours de développement sur le territoire

##### 2. **Recul du Trait de côte :**

Évaluer l'aléa érosion côtière et recul du trait de côte dans l'état initial de l'environnement afin de mieux prendre en compte ces risques dans les orientations d'extensions urbaines retenues ;



3. **Ressource en eau :**

Concernant la préservation et la gestion durable de la ressource en eau, considérant qu'un risque de transfert de polluants, en particulier la chlordécone, existe avec l'acheminement d'eau agricole non traitée depuis la Basse-Terre vers le nord Grande-Terre. Même si le SCOT n'a pas vocation à prescrire des études techniques de flux de polluants, la commission recommande que les leviers nécessaires pour diminuer voire annuler ce risque soient actionnés au niveau du SCOT du Nord Grande-Terre ;

4. **Justification du droit à consommer au regard de la trajectoire ZAN :**

La CANGT devra préciser et renforcer dans le projet de SCOT, la justification des hypothèses et de la méthodologie ayant conduit à la définition du droit à consommer issu de la trajectoire « zéro artificialisation nette », notamment pour la période 2021-2031, dont le volume apparaît significativement supérieur à celui issu des références méthodologiques du CEREMA. A cet égard, les éléments transmis à la commission d'enquête sur ce point devront être intégrés au dossier.

**Considérant** que l'ensemble de ces éléments a été porté à la connaissance du public dans le cadre de l'enquête publique et a contribué à améliorer la lisibilité et la prise en compte des enjeux environnementaux du projet de Schéma de Cohérence Territoriale du Nord Grande-Terre, préalablement à son approbation.

**Considérant** que le rapport et les conclusions de la commission d'enquête sont accessibles au public au sein des quatre lieux où s'est déroulée l'enquête, en Préfecture, ainsi que sur le site internet dédié au SCOT, et ce, pendant un an.

**Considérant** que conformément à l'article L. 143-23 du Code de l'Urbanisme, le projet de SCOT mis à l'enquête publique a été modifié pour tenir compte, en partie, des observations du public, des avis recueillis sur le projet et du rapport et des conclusions de la commission d'enquête.

**Considérant** que la réserve et les quatre (4) recommandations ont été attentivement prises en compte et les propositions d'amendements du projet destinés notamment à lever la réserve ont été examinés par les élus réunis en Commission.

**Considérant** que pour ce qui concerne la réserve relative l'assainissement, il est proposé de reformuler la Recommandation « **R11 : Mettre en adéquation les projets de développement et la ressource** » comme suit :

*« Les schémas directeurs relatifs à l'eau potable, à l'assainissement et à la gestion des eaux pluviales sont élaborés, mis à jour par les établissements et structures compétents en la matière, en coordination avec les acteurs de l'eau concernés, en amont ou en parallèle de l'élaboration de leurs documents d'urbanisme locaux.*

*Les documents d'urbanisme locaux ont la possibilité d'interdire tout aménagement, construction ou équipement faisant pression sur la ressource en eau. »*





## DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

### Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

**Considérant** que tous les amendements proposés ont été favorablement débattu, et les modifications qui n'ont pas été souhaitées ont été justifiées.

**Considérant** que les modifications apportées pour donner suite aux différentes remarques ainsi que les raisons qui ont conduit à écarter certaines d'entre elles sont détaillées dans **l'annexe B** à la présente délibération.

**Considérant** qu'elles portent pour l'essentiel sur :

- Des **compléments et précisions** dans les prescriptions et recommandations du Document d'orientation et d'objectifs (**DOO**) sur les thématiques littorales, eau, assainissement ;
- Une **harmonisation** du Document d'aménagement artisanal, commercial et logistique (**DAACL**) avec le DOO pour clarifier la portée des orientations au sein des prescriptions et recommandations ;
- La **réalisation de deux atlas cartographiques** (déclinaison loi littoral, trame verte et bleue) annexés au Document d'orientations et d'objectifs ;
- Une **mise à jour de certaines données** au sein de **l'état initial de l'environnement** (annexe 2 du SCOT) ;
- Des **compléments et ajouts** au sein de la **justification des choix** (annexe 3 du SCOT) concernant la trajectoire de réduction de **consommation d'espaces** et de **l'artificialisation** permettant expliciter la méthodologie retenue, et la cohérence de la trajectoire de sobriété du SCOT avec les ambitions régionales ;
- Des **compléments** dans le dispositif de **suivi environnemental**, en renforçant les indicateurs relatifs à la protection de la **biodiversité**.

**Après exposé du Président et après débat, le Conseil Communautaire votant à l'unanimité :**

### **DÉCIDE :**

**ARTICLE 1 :** D'approuver les modifications apportées au projet de Schéma de Cohérence Territoriale de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre suite aux avis des personnes publiques associées et organismes consultés, ainsi qu'aux observations du public et du commissaire enquêteur, consignés dans le rapport et les conclusions de l'enquête conformément aux documents joints en annexes.

**ARTICLE 2 :** D'approuver le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Nord Grande-Terre qu'il est annexé à la présente délibération, intégrant les modifications susvisées telles que détaillées en annexe de la présente délibération.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser le Président ou son représentant à procéder à toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre du document conformément aux articles L.143-24 et L.143-27 et R.143-15 du Code de l'urbanisme.



## DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

### Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

**ARTICLE 4 :** De préciser que le SCoT sera exécutoire à l'expiration du délai de deux mois mentionnés aux articles L.143-24 et suivants du Code de l'urbanisme.

**ARTICLE 5 :** De préciser que la présente délibération et le SCoT annexé seront publiés sur le portail national de l'urbanisme et seront transmis au préfet de la Région Guadeloupe.

**ARTICLE 6 :** De préciser que la présente délibération sera affichée pendant une durée d'un mois au siège de la CANGT et dans les mairies des communes membres et que la mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département.

**ARTICLE 7 :** De préciser que le SCoT approuvé sera tenu à disposition du public au siège de la CANGT et sur son site Internet et que le SCoT exécutoire sera transmis aux personnes publiques associées, aux Etablissements publics territoriaux et aux communes membres de la CANGT.

**ARTICLE 8 :** D'autoriser le Président à signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 9 :** Le Président et le Directeur Général sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Secrétaire de séance,

Patrick PELAGE



Le Président,

Jean BARDAIL

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre ;
- Notifié aux maires d'Anse-Bertrand, de Le Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis ;
- Notifié au Trésorier de Morne-à-l'Eau ;

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (sis au 34, chemin des Bougainvilliers – Guillard - 97100 BASSE-TERRE ; Téléphone : 05 90 38 49 00 / Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradam.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradam.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même Tribunal administratif dans un délai de deux mois.*

Rue Gambetta - 97117 Port – Louis ☎ : 0590 48.77.80



**SOMMAIRE**

***DOSSIER APPROBATION DU SCOT CANGT - 19 février 2026***

**Annexe A –Projet de SCOT**

- **Pièce 1 : PROJET D'AMENAGEMENT STRATEGIQUE (PAS)**
- **Pièce 2 : DOCUMENT D'ORIENTATION ET D'OBJECTIFS (DOO)**  
*dont*
  - ✓ *Partie F : Document d'Aménagement Artisanal Commercial et Logistique (DAACL)*
  - ✓ *Atlas cartographiques annexés au DOO :*
    - *Loi Littoral*
    - *Trames vertes et Trames bleues*
- **Pièce 3 : PROGRAMME D'ACTION (PA)**
- **Annexes du SCoT de la Communauté d'Agglomération Nord Grande-Terre composées de :**
  - *Sommaire des Annexes du SCOT*
  - *Annexe 1 : Diagnostic*
  - *Annexe 2 : Etat Initial de l'Environnement*
  - *Annexe 3 : Justifications des choix retenus pour le projet*
  - *Annexe 4 : Articulation du projet avec les documents cadres de rang supérieur*
  - *Annexe 5 : Analyse des incidences sur l'environnement*
  - *Annexe 6 : Résumé non technique*
  - *Annexe 7 : Indicateurs de suivi et de mise en œuvre*

**Annexe B - Analyse et réponses de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre aux avis des Personnes Publiques Associées (PPA), aux observations formulées au cours de l'enquête publique et aux rapport et conclusions de la commission d'enquête publique**

